

Observatoire de la Dissuasion

Bulletin mensuel

EMMANUELLE MAITRE
Observatoire sous la direction de
BRUNO TERTRAIS

FONDATION
pour la **RECHERCHE**
STRATÉGIQUE



SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	3
VEILLE	4
1. États-Unis	4
2. Russie	4
3. Corée du Nord	4
4. Inde	4
5. France	4
6. OTAN	4
QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES	5
3. Les conséquences du sommet de Singapour sur les équilibres régionaux	5
4. Retrait américain du JCPOA : conséquences stratégiques d'une décision politique	11
QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES	14
1. Programme Dreadnought : progrès et interrogations	14
PUBLICATIONS ET SEMINAIRES	17
1. After Nuclear First Use, What? Vince A. Manzo and John K. Warden .	17
2. The Growing Dangers of the New Nuclear-Arms Race Eric Schlosser, The New Yorker, 24 mai 2018	19
CALENDRIER	20

Juin 2018

AVANT-PROPOS

La diplomatie américaine a récemment pris deux décisions antagonistes dont les répercussions ne pourront être observées que dans le long terme. Tout d'abord, le spectaculaire Sommet de Singapour avec le dirigeant nord-coréen Kim Jung-un pourrait être à l'origine d'un apaisement des tensions sur la péninsule coréenne même si certains doutent de la pertinence de l'accord signé.

Avec l'Iran au contraire, le Président Trump a choisi de mettre fin aux tentatives diplomatiques de résoudre la crise nucléaire via le JCPOA. Cette décision contestée par une partie importante de la communauté internationale pourrait avoir des conséquences graves sur l'ordre nucléaire mondial.

Vu d'Europe, la dissuasion est aussi un problème budgétaire et industriel. C'est le cas du programme *Dreadnaught* britannique qui justifie actuellement une réorganisation du système d'acquisition britannique.

Ce bulletin est réalisé avec le soutien du Ministère des Armées. Les informations et analyses contenues dans ce document sont sous la seule responsabilité des auteurs et n'engagent ni le Ministère des Armées, ni aucune autre institution.

VEILLE

1. États-Unis

Le **26 juin 2018**, le Sénat approuve le [budget de la Défense pour 2019](#) et notamment le financement d'armes nucléaires de faible puissance¹.

Le **5 juin 2018**, *Reuters* évoque un programme américain [d'intelligence artificielle](#) pour détecter les préparatifs de tirs de missiles².

2. Russie

Selon un officiel russe, Moscou aurait lancé un programme de [SNA de 5^e génération](#) dont le premier bâtiment devrait être prêt en 2027. Ces sous-marins, intitulés *Husky*, emporteraient des missiles de croisière *Zircon*.

Le **11 juin 2018**, l'Organisation du traité de sécurité collective appelle à poursuivre le dialogue pour préserver le [Traité FNI](#)³.

3. Corée du Nord

D'après l'observation d'images satellitaires, la Corée du Nord aurait détruit son [site d'essais de missile](#) au nord de la ville de Kusong⁴.

Le **12 juin 2018**, le Président Trump annonce la [suspension des exercices conjoints](#) avec la Corée du Sud prévus au mois d'août⁵.

4. Inde

Le **3 juin 2018**, l'Inde procède à un essai de son ICBM [Agni-V](#)⁶.

5. France

Le **21 juin 2018**, l'escadron 2/4 La Fayette se sépare de [ses Mirage 2000](#) lors d'une cérémonie à Istres⁷.

6. OTAN

Alors que le projet d'avions de combat franco-allemand se précise (FCAS), Berlin s'interrogerait sur la [certification des Eurofighters](#) pour emporter les B61-12 avant la prise de service des nouveaux appareils⁸. Par ailleurs, la presse s'interroge sur la possibilité pour le FCAS allemand d'emporter des [armes nucléaires américaines ou françaises](#)⁹.

¹ « Senate Passes 2019 NNSA Budget Bill With Low-Yield Warhead, Less Maintenance Money », *Exchange Monitor*, 26 juin 2018.

² Phil Stewart, « Deep in the Pentagon, a secret AI program to find hidden nuclear missiles », *Reuters*, 5 juin 2018.

³ « Military alliance CSTO supports Russia-U.S. nuclear disarmament treaty », *Xinhua*, 11 juin 2018.

⁴ Joseph Bermudez, « North Korea Razing Key Missile Test Stand », *38th North*, 6 juin 2018.

⁵ Foster Klug, « Trump's vow to end military drills with Seoul stuns a region », *Washington Post*, 12 juin 2018.

⁶ Franz-Stefan Gady, « India Test Fires Most Advanced Nuclear-Capable ICBM », *The Diplomat*, 4 juin 2018.

⁷ Cédric Soares, « Le Mirage 2000N part à la retraite après 30 ans de service », *L'Usine Nouvelle*, 20 juin 2018.

⁸ Andrea Shalal, « Germany wants to know if the US will let it carry nuclear weapons on its new fighter jets », *Business Insider*, 20 juin 2018.

⁹ Thomas Gutschker, « Was kommt nach dem Eurofighter? », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 20 juin 2017.

QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES

3. *Les conséquences du sommet de Singapour sur les équilibres régionaux*

Par Valérie Niquet

Quelques semaines après sa tenue, il n'est pas possible de tirer de conclusions définitives du sommet qui s'est tenu le 12 juin à Singapour entre Donald Trump et Kim Jong-un. Les nombreuses critiques insistent sur l'absence de document précis, en référence au modèle des négociations sur le contrôle des armements entre les États-Unis et l'URSS. Il aurait été toutefois difficilement imaginable que ce type de document, reposant sur des décennies de construction d'une culture stratégique partagée, si ce n'est commune, puisse être élaboré entre deux puissances aussi asymétriques que les États-Unis et la Corée du Nord. Par ailleurs, les enjeux de politique intérieure, autour d'un président aussi controversé que Donald Trump, pèsent aussi sur les analyses négatives du sommet et de sa perception.

En revanche, le sommet du 12 juin, qu'il permette d'initier une évolution réelle ou qu'il se révèle à terme un échec complet, ainsi que les jeux diplomatiques qui l'entourent, influe sur les attentes et les stratégies des grandes puissances asiatiques, adversaire potentiel, comme la République populaire de Chine (RPC), ou alliés des États-Unis comme la Corée du Sud et le Japon.

Ce qui a été annoncé lors du sommet de Singapour

Le Secrétaire à la Défense Mattis s'était montré très ferme, quelques jours avant le sommet de Singapour, en rappelant notamment l'exigence intangible de dé-

nucléarisation totale, irréversible et vérifiée des capacités nucléaires et balistiques de la Corée du Nord (CVID)¹⁰. Le document produit à l'issue des entretiens entre Kim Jong-un et Donald Trump est lui beaucoup plus vague, en dépit des assurances du Président américain quant à son caractère « historique »¹¹. Concernant l'enjeu principal, il déclare que les États-Unis et la Corée du Nord souhaitent établir une paix « durable et solide » dans la péninsule coréenne. Kim Jong-un réaffirme son engagement « ferme et inébranlable » pour une dénucléarisation complète de la péninsule coréenne. Les deux parties s'engagent à mettre en œuvre ces décisions « complètement et sans tarder¹². »

En revanche, aucun n'agenda précis n'est mentionné, ni d'éventuel processus concret de vérification. L'ambiguïté sur la portée de la « dénucléarisation », limitée à la Corée du Nord ou étendue à l'ensemble de la péninsule, impliquant potentiellement l'abandon du bouclier nucléaire américain, n'a pas été levée.

Lors de la conférence de presse qui a suivi le sommet, le Président Trump a indiqué qu'il était « certain » de l'engagement réel et intangible du leader nord-coréen pour aboutir à une dénucléarisation de la péninsule. Il a ajouté que, hors document, Kim Jong-un s'était engagé à détruire deux sites d'essai de missiles, dont un spécifiquement consacré aux moteurs, et que le complexe d'essai nucléaire de Yongbyon avait déjà été détruit¹³. Donald Trump a souligné que la Corée du

¹⁰ [Dialogue Shangri-La](#), 1-3 juin 2018. Cette note se fonde sur des entretiens de l'auteur à Tokyo ainsi que sur sa participation au dialogue Shangri-La et à la 33^{ème} conférence IFANS-JIIA entre la Corée du Sud et le Japon, Tokyo, 19 juin 2018.

¹¹ [Conférence de presse](#) de Donald Trump, 12 juin 2018.

¹² « The Trump-Kim Summit Statement: Read the Full Text », [The New York Times](#), 12 juin 2018.

¹³ Des analystes japonais, et notamment Katsuhisa Furukawa, ancien expert auprès de l'ONU pour l'application de la résolution 1874, soulignent que le complexe est très vaste, au-delà des tunnels récemment détruits.

Nord n'avait pas procédé à de nouveaux essais balistiques et nucléaires depuis plusieurs mois. En ce qui concerne le calendrier, il a mentionné un processus long, même si des évolutions critiques, interdisant toute reprise du programme, pouvaient intervenir rapidement. Pour certains experts, le calendrier pourrait s'étendre sur une quinzaine d'années si l'horizon envisagé est celui du processus complet. Il peut être en revanche beaucoup plus court si seules les étapes initiales sont prises en compte. Dans les deux cas, la question du contrôle effectif et de la non-prolifération se pose à très long terme¹⁴.

En échange de ces premiers éléments, le Président américain a annoncé la suspension des exercices communs avec la Corée du Sud, qualifiés de « provocateurs et coûteux ». En conférence de presse, Trump n'a pas clarifié quels exercices étaient affectés, ni la portée de sa décision. En revanche, dans les jours qui ont suivi, Washington et Séoul ont précisé que la suspension, décrite comme une mesure de confiance, ne concernerait dans un premier temps que les exercices *Ulchi freedom Guardian*, qui ont lieu chaque année au mois d'août. Aucune décision n'aurait été prise concernant les prochains exercices d'hiver et de printemps¹⁵. Le retrait à terme des troupes américaines de Corée du Sud (28 500 hommes) a également été évoqué par Donald Trump, reprenant les thématiques de sa campagne sur le coût de la protection accordée par les États-Unis à la Corée du Sud et au Japon (« *It would be good to have our boys back home* »)¹⁶. Ces annonces, en dépit du flou des engagements nord-coréens sur le contenu et le timing du processus de dénucléarisation, ont généralement été dénoncées comme une erreur majeure signant l'échec du sommet. Pourtant, d'autres éléments du discours de Donald Trump ont relativisées ces « concessions ». Le refus de toute concession réelle, en l'absence d'avancées irréversibles côté nord-coréen a été réaffirmé à

plusieurs reprises. De même, le retrait évoqué des troupes américaines ne serait possible que dans un avenir très lointain, en cas de transformation fondamentale de la situation stratégique en Asie du Nord-Est. Concrètement, toute levée des sanctions par les États-Unis imposerait par ailleurs un processus législatif complexe, nécessitant de retirer la Corée du Nord de la liste des États visés par le *Countering US adversaries through sanctions Act*, et d'obtenir le soutien du Congrès avant les élections de mi-mandat de novembre 2018¹⁷.

Au lendemain du sommet, le Secrétaire d'État Mike Pompeo a indiqué que toute levée des sanctions économiques ne pourrait avoir lieu qu'après le succès de la dénucléarisation complète de la Corée du Nord, et que « selon lui », la Corée du Nord « comprenait » l'exigence d'une vérification complète¹⁸.

Les réactions chinoises

Dès la décision de Kim Jong-un de participer aux Jeux Olympiques de P'yŏngch'ang au mois de février 2018, suivie de l'acceptation d'une rencontre par Donald Trump, la priorité de Pékin a été d'éviter la marginalisation et de préserver l'image d'acteur incontournable que le régime a pu construire depuis la fin des années 1990. Au lendemain du sommet, la presse chinoise insistait sur le rôle « majeur » joué par la Chine pour faciliter l'organisation du sommet et le caractère « irremplaçable » de l'implication de Pékin¹⁹.

Alors que Kim Jong-un n'avait jamais été reçu par le « grand-frère » chinois depuis son arrivée au pouvoir, il a été reçu à Pékin à trois reprises, dont une fois peu de jours après le sommet de Singapour. Il s'est entretenu avec Xi Jinping à Dalian à la veille du sommet de Singapour²⁰. Par ailleurs, symboliquement, c'est dans l'avion présidentiel chinois que Kim Jong-un s'est rendu à Singapour²¹. La volonté de Pékin de ne pas

¹⁴ Pour Mike Pompeo, les premiers résultats pourraient être obtenus en 2020. Voir Ock Hyun-ju, « US hopes for 'major' N. Korea disarmament by 2020: Pompeo », *Korea Herald*, 14 juin 2018.

¹⁵ Dana White, « Press Statement on Military Exercises on the Korean Peninsula », *Release No: NR-200-18*, Department of Defense, 22 juin 2018.

¹⁶ La dimension électorale était très présente dans la conférence de presse du Président américain, y compris avec la question du retour des dépouilles de soldats américains tombés pendant la guerre de Corée.

¹⁷ [H.R.3364](#) – *Countering America's Adversaries Through Sanctions Act*.

¹⁸ Ock Hyun-ju, « US hopes for 'major' N. Korea disarmament by 2020: Pompeo », *Korea Herald*, 14 juin 2018.

¹⁹ « Communist daily editor elated at China's role », *The Standard*, 12 juin 2018.

²⁰ « As Kim visits China, Xi flaunts trade bargaining chip », *The Japan Times*, 20 juin 2018.

²¹ Certains avancent une « double raison de sécurité » : ne pas être abattu par une partie chinoise tentée de l'éliminer et

apparaître marginalisé, et de conserver la marge de manœuvre associée au rôle que la Chine était censée pouvoir jouer dans la question nord-coréenne, n'a pu que s'accroître après le sommet de Singapour. Lors de la conférence de presse qui a suivi, Donald Trump a, à plusieurs reprises, exprimé ses doutes quant au rôle « positif » de la Chine et l'application des sanctions par Pékin au cours des derniers mois²².

En réalité, en dépit de la volonté d'apparaître comme maîtrisant le jeu stratégique, la position de Pékin et de ses dirigeants a été beaucoup plus réactive que proactive. Pour les dirigeants chinois, le scénario le plus négatif, qui justifie le changement d'attitude très pragmatique à l'égard du dirigeant nord-coréen, est en effet celui d'un rapprochement entre Washington et Pyongyang. A leurs yeux, cette hypothèse est d'autant plus inquiétante que la voie suivie par Pyongyang rappelle fortement celle de la RPC dans les années 1970, lorsque Pékin a choisi de se rapprocher des États-Unis pour faire face à la « menace soviétique ». Kim Jong-un est ainsi dénoncé par certains analystes chinois comme « capable de dresser des puissances majeures comme la Chine et les États-Unis l'une contre l'autre afin d'en tirer profit »²³. Les références au « modèle vietnamien » sont également nombreuses²⁴.

Dans le même temps, Pékin semble satisfait des résultats d'un sommet qui pourrait ouvrir la voie à une résolution progressive de la question nucléaire en Corée du Nord, même si ses intérêts sont loin de coïncider avec ceux des États-Unis et de leurs alliés. Pour la RPC, la résolution de la crise nucléaire doit en effet aboutir à un apaisement dans la péninsule, pouvant justifier un retrait des forces américaines de l'ensemble de la zone. Pour les alliés de Washington au contraire, les garanties de sécurité offertes par les États-Unis ne sont qu'en partie liées à la problématique nucléaire et balistique nord-coréenne. Au lende-

éviter les difficultés techniques en évitant d'utiliser un avion nord-coréen très obsolète.

²² Selon des sources américaines et sud-coréennes, des bâtiments chinois auraient poursuivi l'approvisionnement de la Corée du Nord en hydrocarbures depuis le vote des dernières sanctions.

²³ Zhang Lingui, spécialiste de la Corée du Nord à l'École centrale des cadres du parti communiste. Voir Shi Jiangtao, « How China is using North Korea in its long game against America », [South China Morning Post](#), 16 juin 2018.

²⁴ En dépit d'une proximité idéologique, le Vietnam s'est considérablement rapproché des États-Unis et du Japon pour des

main du sommet, le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi déclarait toutefois que « le sommet ouvrirait la voie à une nouvelle histoire »²⁵. La suspension rapide des sanctions qui, selon la position habituelle de Pékin, « ne peuvent être un objectif en soi », répondant à des gestes de bonne volonté sans grande conséquence de la Corée du Nord, a très vite été évoquée par le ministère des Affaires étrangères²⁶. Pour Pékin, elle pourrait en effet lui permettre de retrouver une influence majeure sur le régime nord-coréen. Enfin, le scénario d'une dénucléarisation « progressive et synchronisée de la Corée du Nord », en levant l'hypothèse de tensions croissantes avec les États-Unis, et en aboutissant éventuellement à un affaiblissement significatif de l'engagement des États-Unis dans la péninsule, est également positif²⁷.

Toutefois, contrairement à ce que certaines analyses ont mis en avant, le sommet de Singapour ne correspond pas au « freeze for freeze » évoqué par Pékin en 2017. Cette proposition n'impliquait qu'une suspension des essais, en échange d'un arrêt des exercices militaires coréano-américains. Les conclusions du sommet de Singapour, en dépit de leurs limites, vont au-delà de cette simple suspension des essais, même si la mise en œuvre demeure incertaine. Par ailleurs, le facteur d'incertitude lié à la personnalité du Président américain ne permet pas à la Chine d'être assurée d'un apaisement durable en cas de non-respect par la Corée du Nord des engagements que Donald Trump pense avoir obtenu.

La Chine a rappelé que Pyongyang ne souhaitait pas abandonner ses capacités nucléaires. Elle espère en effet conserver un moyen d'action qui disparaîtrait si la crise nord-coréenne était complètement normalisée. C'est donc une solution intermédiaire, diminution de la tension mais dénucléarisation incomplète ou très

raisons d'équilibre stratégique face à la Chine. Entretiens, Yuan Jing-dong, Center for International Security Studies, University of Sydney, Tokyo, 21 juin 2012 et Shi Jiangtao, op. cit.

²⁵ « Creating New History, World reacts to landmark US-North Korea Summit », [South China Morning Post](#), 13 juin 2018.

²⁶ Idem.

²⁷ Liu Zhen, « China will have a role to play in North Korea denuclearisation but not just yet », [South China Morning Post](#), 15 juin 2018.

prolongée, qui répond le mieux à ses intérêts stratégiques²⁸. En dépit de ces limites, et notamment du jeu triangulaire avec les États-Unis qui a augmenté la marge de manœuvre de Kim Jong-un, la Corée du Nord peut encore jouer un rôle dans la stratégie chinoise face aux États-Unis. Pour les stratèges chinois, celle-ci se fonde sur une rivalité de long terme qui s'exprime sur de nombreux sujets, dont Taiwan ou les échanges commerciaux. Ils essaient donc de lier la question nord-coréenne à ces autres sujets. Au niveau régional, l'objectif de Pékin, avant et après le sommet, a été de retrouver son influence et son image de puissance leader²⁹. Pour la Chine, l'idéal serait en effet d'imposer, dans toute solution future, la primauté du triangle États-Unis-Chine-Corée du Nord sur le triangle États-Unis-Japon-Corée du Sud dans le processus de dénucléarisation de la Corée du Nord.

Il n'est pas certain toutefois que cette stratégie soit possible car Kim Jong-un va tenter, grâce à Pékin, de préserver le jeu triangulaire plus confortable qu'il a mis en place. D'ores et déjà, la Chine a soutenu l'idée d'une levée rapide de certaines sanctions, et pourrait renouveler en 2021 le Traité d'amitié et de sécurité signé en 1961, le seul accord de ce type qui lie la RPC à un autre État. En revanche, pour des raisons contemporaines, dont la décision de Pékin de voter et d'appliquer avec beaucoup plus de sévérité les sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU adoptées au mois de septembre et décembre 2017, qui portaient notamment sur la question stratégique des approvisionnements en pétrole et en hydrocarbure, mais aussi historiques, la stratégie du régime nord-coréen demeure de sortir d'une relation de dépendance exclusive, et de vassalité, à l'égard de Pékin³⁰.

Le succès éventuel de la stratégie dilatoire que Pékin souhaite mettre en place constitue également un élément majeur d'évaluation stratégique des résultats immédiats et à venir du sommet de Singapour pour Séoul et Tokyo, les deux principaux alliés de Washington, directement impactés dans la gestion de l'après sommet.

²⁸ Li Bin, Nuclear Policy Program, CEIP et Tsinghua University, in Liu Zhen, op. cit.

²⁹ Hajime Izumi, Institute for International Strategy, Tokyo International University.

³⁰ Tsutomu Kikuchi, Aoyama Gakuin University, 33rd JIIA-IFANS Conference, 21 juin 2018. La construction nationale de

Une Corée du Sud ambivalente

La Corée du Sud du président Moon Jae-in, en créant les conditions d'un apaisement possible pour le dirigeant nord-coréen, et en servant d'intermédiaire fiable entre Pyongyang et Washington, a joué un rôle majeur dans l'organisation du sommet de Singapour. Toutefois, pour Séoul, si la résolution de la question nucléaire est positive en elle-même, elle l'est aussi parce qu'elle permettrait d'instaurer une situation de paix dans la péninsule. Tenter d'avancer vers un apaisement pérenne reste la priorité, afin d'ouvrir la voie à des liens de nouveau plus étroits entre les deux Corées, si ce n'est à un processus de réunification peu envisageable en l'état. Par ailleurs, la Corée du Sud refuse toute marginalisation qui verrait la Chine, les États-Unis et la Corée du Nord gérer le processus de dénucléarisation sans elle.

Pourtant, une évolution des positions sud-coréennes est sensible depuis la tenue du sommet. Au dialogue de Shangri-la, le ministre sud-coréen de la Défense Song Young-moo appelait à faire preuve de « confiance » à l'égard du dirigeant nord-coréen, afin de ne pas gâcher les chances d'une évolution positive dans la péninsule par trop d'intransigeance. Après le sommet, Séoul semble plus prudent. Répondant aux annonces de suspension des exercices annuels de Donald Trump, les autorités sud-coréennes rappellent qu'il ne s'agit que d'une décision ponctuelle. Selon le porte-parole du ministère de la Défense, aucune décision n'a été prise quant aux exercices ultérieurs, et leur suspension ne pourrait résulter que de la poursuite d'un « processus de paix » et de l'adoption de mesures concrètes portant sur les installations nucléaires et balistiques de la Corée du Nord. Selon Séoul, la Corée du Sud a les moyens techniques de vérifier la mise en œuvre de ces mesures, telles que la destruction effective de sites d'essais³¹. De même, la Corée du Sud n'a pas mentionné la remise en cause du système THAAD – le Président Moon devrait se prononcer dans un délai bref sur la poursuite de son déploiement -, qui pourrait devenir un objet majeur

la Corée, État tributaire jusqu'à la défaite de la dynastie des Qing face au Japon en 1895, s'est effectuée autant contre la Chine que contre le colonisateur japonais.

³¹ Lee Min-Hyung « Will US Halt Other Joint Drills », [Korea Times](#), 21 juin 2018.

de discussion pour la Chine, dans le cadre d'un processus « progressif et réciproque » de dénucléarisation de la péninsule.

En revanche, comme l'indiquait le ministre sud-coréen de la Défense à Shangri-la, la Corée du Sud pourrait se satisfaire – contrairement au Japon – de la mise en œuvre effective et vérifiée de la dénucléarisation de la péninsule, conduisant ultérieurement à une normalisation et à la mise en place de mesures de confiance pouvant aboutir à la résolution de la question des missiles à courte et moyenne portées « coûteux et sans raison d'être » si la sécurité du régime nord-coréen est garantie³².

Les inquiétudes justifiées du Japon

La position du Japon est très différente et beaucoup plus radicale, au risque – en l'absence de véritables moyens de pression – d'une marginalisation. La réaction initiale de Tokyo à la suite du sommet de Singapour est restée prudente, le Premier ministre Shinzo Abe, qui avait rencontré Donald Trump quelques jours avant le sommet, a exprimé son espoir de succès pour la solution de la question nucléaire et balistique en Corée du Nord. En revanche, le ministre de la Défense Itsumori Onodera, dont le discours lors du dialogue Shangri-la se distinguait par sa très grande fermeté, notamment sur la question essentielle pour Tokyo de la prise en compte dans l'accord de l'ensemble des capacités balistiques de la Corée du Nord, et non pas uniquement des missiles intercontinentaux, a exprimé avec force son inquiétude devant la suspension des exercices conjoints avec la Corée du Sud, qualifiés de « *vitaux pour la sécurité de l'Asie orientale et l'engagement de dissuasion des États-Unis* ».

La position du ministre de la Défense et d'autres analystes souligne les coups portés à la confiance dans l'engagement des États-Unis aux côtés de leurs alliés, notamment en raison de la mention, par Donald Trump, de son coût. Elle reflète aussi la position de ceux qui, au Japon, pourraient vouloir se saisir de l'opportunité offerte par la « faiblesse » de Donald Trump

pour pousser à une accélération de la normalisation des capacités militaires du Japon, et du processus de révision constitutionnelle. Pour ces analystes, le sommet de Singapour n'a apporté aucune réponse concrète à la question de la dénucléarisation complète, irréversible et vérifiable de la Corée du Nord, ni à celle des missiles intermédiaires qui menacent le territoire japonais, qu'ils soient équipés de têtes nucléaires, chimiques ou biologiques ou conventionnelles. Par ailleurs, pour Tokyo, la prise en compte des seuls missiles à longue portée dans un éventuel accord avec la Corée du Nord ne pourrait que renforcer le risque de « *decoupling* », entre les intérêts des États-Unis et ceux de leurs alliés en Asie. Cela affaiblirait un peu plus la confiance dans les garanties de sécurité offertes par les États-Unis, dont le parapluie nucléaire, pierre angulaire du système de sécurité dans la région³³. Dans ces conditions, le Japon devrait concevoir sa défense de manière plus autonome. La crise nord-coréenne et l'attitude des États-Unis joueraient le rôle de révélateur d'enjeux que Tokyo doit accepter de prendre en compte³⁴.

Toutes les analyses toutefois ne reflètent pas ce pessimisme. L'annonce de la suspension des exercices conjoints avec la Corée du Sud est également interprétée par certains comme un élément potentiellement positif dans le cadre d'un « marchandage » maîtrisé par Washington. Ces analystes soulignent que les exercices pourraient reprendre à tout moment et n'impliquent pas une réduction significative de l'engagement des États-Unis dans la région³⁵. Pour l'ensemble des analystes toutefois, l'enjeu majeur demeure celui du maintien d'une stratégie de pression maximale, et notamment des sanctions économiques. Pour Tokyo, le principe d'un processus phasé et réciproque de levée des sanctions, défendu par Pékin, n'est pas acceptable.

Face à ces incertitudes, qui portent sur les choix nord-coréens mais aussi américains, plusieurs évolutions sont évoquées au Japon. Alors que Donald Trump a mentionné dans sa conférence de presse le rôle que

³² Selon les termes du ministre sud-coréen de la Défense « This issue will ultimately disappear into the air », si la Corée du Nord est assurée de sa survie avec suffisamment de confiance, [Shangri-La Dialogue](#), 2 juin 2018.

³³ Jonathan Miller et Takashi Yokota, « Japan's way forward in a rudderless world », [The Japan Times](#), 18 juin 2018 et Kuni Miyake, Research Director, Canon Institute of Global Studies.

³⁴ Hajime Izumi, Institute for International Strategy, Tokyo International University.

³⁵ Tsuneo Watanabe, Tokyo Foundation et Michishita Narushige, Strategic Security Program, GRIPS.

Tokyo pourrait jouer, avec Séoul, pour financer le processus de dénucléarisation, le Japon pourrait être tenté, paradoxalement, de jouer des incitations financières dont il a la clef pour mener une stratégie bilatérale en direction de Pyongyang, mais aussi de la Chine, basée sur ses propres intérêts et notamment la question des personnes enlevées³⁶. L'éventualité d'une rencontre entre Shinzo Abe et Kim Jong-un a été évoquée, même si le Japon précise que toute coopération financière ne pourrait être envisagée qu'après la normalisation des relations diplomatiques et la résolution des questions nucléaire et balistique ainsi que celle des personnes enlevées. En mettant en avant l'hypothèse d'une stratégie autonome, le Japon peut espérer convaincre Washington de mieux prendre en compte ses intérêts perçus comme essentiels.

A l'inverse, une autre stratégie plus réaliste serait celle d'un renforcement de l'alliance américaine en mettant en avant – au-delà de la nucléarisation de la Corée du Nord – la persistance d'une menace chinoise. Celle-ci justifie la poursuite d'un fort engagement des États-Unis dans la région et confirme l'importance de l'alliance avec le Japon en tant que pierre angulaire du système de sécurité régionale³⁷. Enfin, la solution d'un renforcement majeur des capacités militaires du Japon, passant par une augmentation significative du budget de la défense, est également évoquée par certains. Le rejet d'un « pacifisme utopique » pourrait aller jusqu'à l'abandon des trois principes non-nucléaires ou, dans une hypothèse plus modérée, ceux du non-accueil et du non-déploiement d'armes nucléaires américaines sur le territoire japonais. Cette évolution est justifiée par la nécessité de réévaluer la dépendance trop exclusive de Tokyo à l'égard des États-Unis pour assurer la défense de son territoire et de ses intérêts³⁸.

Ces hypothèses ne sont évoquées que dans un contexte non-officiel. En revanche, le Premier ministre japonais a lancé une initiative qui pourrait permettre à Tokyo de rentrer dans le jeu de manière plus positive, et de contrer le retour d'un « front commun » entre Pékin et Pyongyang face aux exigences des États-Unis et de leurs alliés. Sa proposition vise à mettre en place un fonds de financement, abondé par Tokyo, destiné à financer les inspections de l'AIEA, le démantèlement des installations nucléaires et le transport des matériaux nucléaires de la Corée du Nord. Les financements seraient maîtrisés par un consortium soutenu par les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon³⁹. Tokyo met en avant son expertise en matière de démantèlement des installations nucléaires civiles, au risque de susciter l'inquiétude de partenaires sud-coréens soucieux d'éviter toute implication directe de l'ancienne puissance coloniale dans la péninsule.

Conclusion : des interrogations sans réponses

Au-delà de ces propositions précises, Tokyo soulève également plusieurs points qui n'ont pas été abordés – au sujet desquels des échanges pourraient s'avérer fructueux avec d'autres puissances comme la France. L'une de ces questions concerne l'accès éventuel de la Corée du Nord à l'énergie nucléaire civile, ainsi qu'à une industrie spatiale civile. Tokyo s'interroge également sur les possibilités de vérification effective, au cas où la Corée du Nord, comme semble l'avoir laissé entendre Donald Trump à Washington, procéderait au démantèlement préalable de ses installations nucléaires et balistiques. La question de la vérification des stocks de matière fissile est également posée, en raison de l'absence de données de base fiables à partir desquelles estimer les stocks restants⁴⁰.

³⁶ Entretien, Motosada Matano, Director of Global Communication, Prime Minister Office, Tokyo, juin 218.

³⁷ Katsuhisa Furukawa, op.cit.

³⁸ Kuni Miyake, op. cit.

³⁹ « Japan Eyes Talks on North Nukes at UN Meeting », op. cit.

⁴⁰ Katsuhisa Furukawa, op. cit.

4. **Retrait américain du JCPOA : conséquences stratégiques d'une décision politique** Par Emmanuelle Maitre

Le 8 mai 2018, le Président américain Donald Trump a pris la décision attendue de ne plus appliquer l'accord nucléaire signé entre l'Iran et les E3+3 en 2015. Ce retrait américain a quatre conséquences directes et indirectes, dont les ramifications s'étendent y compris en matière de dissuasion.

// Une possible reprise du programme nucléaire iranien

En matière nucléaire, le risque le plus évident du retrait américain est incontestablement une décision analogue de l'Iran. En effet, et malgré la volonté affichée des puissances européennes, de la Chine et de la Russie, la reprise des sanctions américaines aura un impact clair sur l'économie iranienne. Celle-ci avait connu une véritable embellie depuis l'accord de 2015, avec notamment une croissance de 16% en 2016 et 4% en 2017. Cette croissance positive a été largement dopée par les exportations pétrolières, qui ont dépassé les niveaux antérieurs aux sanctions pour atteindre 4,5 millions de barils fin 2017. Malgré une chute du prix des hydrocarbures, les revenus du secteur pétrolier iranien ont atteint des niveaux record ces deux dernières années⁴¹. Enfin, en dépit d'un climat des affaires encore défavorable, les investissements directs à l'étranger ont progressé entre 2016 et 2015 de 64%, avec des contrats emblématiques signés par exemple entre le groupe français Total, le chinois CNPC et l'iranien Petropars pour le développement d'un site gazier offshore en juillet 2017⁴².

Les effets de cette reprise ont été inégalement perceptibles en Iran, notamment du fait de mesures parallèles de contraction des dépenses gouvernementales (suppression notamment d'aides sociales) et de tentatives réussies de lutte contre l'inflation. De plus,

le chômage toujours peut expliquer le mécontentement de la population démontré lors des protestations de l'hiver⁴³.

Pour autant, la réimposition des sanctions aura un impact négatif en termes macroéconomiques. Même si les exportations d'hydrocarbures ne chutent pas aussi brutalement qu'entre 2012-2014, l'on peut s'attendre à une réduction immédiate de 300 000 à 500 000 barils par jour dès la fin de l'été⁴⁴. Les investissements, notamment requis pour développer le secteur pétrolier, vont être remis en cause comme l'a préfiguré l'annonce des dirigeants de Total de leur intention de se conformer aux décisions américaines⁴⁵. De nombreuses autres sociétés européennes se préparent à se retirer du marché iranien pour éviter d'être frappées par les sanctions secondaires américaines, et en particulier Airbus, qui avait conclu un accord de vente de 100 avions, Volkswagen, PSA qui prévoyait d'ouvrir une ligne de production d'automobiles à Téhéran ou Siemens. Par ailleurs, des industriels russes, comme Lukoil, et indiens, comme Reliance Industries, ont également indiqué être prêts à renoncer à leurs investissements iraniens en cas de sanctions américaines⁴⁶. Pour les mêmes raisons, la Chine pourrait peiner à honorer ses promesses d'investissements⁴⁷.

Dans ce contexte, le JCPOA pourrait rapidement devenir un accord déséquilibré n'offrant que très peu d'avantages économiques à Téhéran. Politiquement aussi, la décision américaine vient affaiblir le gouvernement iranien vis-à-vis des détracteurs initiaux de l'accord et sanctionne la politique d'ouverture vers l'Occident qui avait été celle prônée par le Président Rouhani.

⁴¹ Nader Habibi, « The Iranian Economy Two Years after the Nuclear Agreement », *Middle East Brief*, n°115, Crown Center for Middle East Studies, Brandeis University, février 2018.

⁴² Geoffrey Smith, « This Oil Company Is Signing a Multibillion Gas Deal With Iran », *Fortune*, 3 juillet 2017.

⁴³ Nader Habibi, op. cit.

⁴⁴ Tom DiChristopher, « Iran sanctions seen having limited impact on oil market if Trump scraps nuclear deal », *CNBC*, 7 mai 2018.

⁴⁵ « Total a perdu l'espoir de rester en Iran », *Le Figaro*, 1^{er} juin 2018.

⁴⁶ « Major Russian, Indian Energy Firms Reportedly Moving To Pull Out Of Iran », *RFE/FL*, 31 mai 2018.

⁴⁷ Mohsen Shariatnia, « Why China may not come to Iran's rescue », *Al Monitor*, 17 mai 2018.

Il ne serait donc pas étonnant que Téhéran juge aujourd'hui dans ses intérêts de revenir sur ses engagements et de ne plus se considérer liée par l'accord. Cela pourrait notamment être justifié par un souhait de ne pas perdre la face en interne et à l'international.

Cette décision, politiquement compréhensible, n'est pas inévitable. En effet, rationnellement, l'Iran n'a rien à gagner à sortir de l'accord qui ne pourrait qu'engendrer de plus grands risques d'isolation économique voire d'escalade militaire. Rien ne permet néanmoins d'écarter une telle réponse à ce jour.

2/ Une déstabilisation régionale annoncée

Au vu de la situation périlleuse du JCPOA, la perspective d'une reprise du programme nucléaire militaire iranien n'a donc rien d'irréaliste. Une telle initiative pourrait avoir des conséquences désastreuses pour la région. D'une part, Israël et les États-Unis pourraient être tentés de mener une opération militaire de contre-prolifération avec tous les risques que cela comporte. De l'autre, l'Arabie Saoudite notamment a averti vouloir également se doter d'armes nucléaires si l'Iran venait à franchir le pas. Cette menace semble à l'heure actuelle peu crédible, car le pays ne dispose ni des infrastructures physiques ni des ressources humaines pour mener à bien un tel projet. La construction progressive d'une capacité de latence en Iran pourrait néanmoins inciter à développer des programmes nucléaires dans la région et envenimer les crises régionales actuelles et futures.

3/ Un contre-exemple en matière de prolifération ?

La décision unilatérale de ne plus appliquer le JCPOA, pour des raisons politiques et sans que l'Iran n'ait commis de violations, est un coup dur porté au régime de non-prolifération. D'une part, dans un contexte de tensions entre les États membres du TNP, l'accord de Vienne était un des seuls éléments de consensus, démontrant la capacité du multilatéralisme à résoudre des crises de prolifération. Son échec devrait tendre encore davantage les discussions dans le cadre du TNP et jeter le discrédit sur les futures tentatives coordonnées et menées par Washington pour lutter contre la prolifération des armes de destruction massive.

⁴⁸ Hugh Hewitt, « Senator Tom Cotton on The Singapore Summit », [AM1260](#), 12 juin 2018.

A ce titre, il est utile de noter que les États-Unis sont actuellement en négociation avec Kim Jung-un pour obtenir la dénucléarisation de la péninsule coréenne. La littérature nord-coréenne a régulièrement évoqué l'importance de disposer d'une capacité nucléaire crédible pour éviter le sort libyen. L'observation de l'affaire iranienne doit faire naître deux observations à Pyongyang. Tout d'abord, elle illustre l'inconstance de Washington et donc l'imprudence de se fier à la parole américaine. Deuxièmement, elle semble conforter le choix de mener un programme nucléaire jusqu'au bout car le traitement reçu par Pyongyang semble aujourd'hui enviable à la faible considération déployée à l'égard de l'Iran.

Ce « deux poids, deux mesures » a été clairement reconnu par le sénateur républicain Tom Cotton dans une interview récente au cours de laquelle il a indiqué que « les dictateurs ayant l'arme nucléaire » méritaient davantage d'attention que les autres⁴⁸.

A ce titre, l'Iran nourrit peut-être des regrets d'avoir choisi de renoncer à son programme en 2015 et peut paraître mal récompensé devant le manque d'attractivité des options qui sont désormais devant lui⁴⁹.

Enfin, l'on peut se demander si la décision ne nuira pas à l'utilisation des sanctions pour faire obstacles aux régimes proliférants dans le futur. En effet, l'administration américaine réussit à faire pression sur l'ensemble de la planète du fait des sanctions exercées sur les transactions en dollars. Si celles-ci sont perçues comme illégitimes et purement unilatérales, comme c'est le cas actuellement, il est probable que les principaux acteurs économiques cherchent à contourner cette difficulté en évitant de recourir à la monnaie américaine. A terme donc, l'arme financière risque de perdre de son efficacité.

4/ Un sujet de discord transatlantique

Si la décision du Président Trump a été vivement critiquée en Chine et en Russie, elle a également suscité de vives réactions en Europe. Pour les participants européens (Allemagne, France, Royaume-Uni), vivement impliqués dans le processus de négociations depuis

⁴⁹ Luis Lema, « Iran et Corée du Nord : le deux poids deux mesures de Donald Trump », [Le Temps](#), 12 juin 2018.

plus d'une décennie, tout comme pour l'Union Européenne, pour qui le JCPOA représentait un succès diplomatique majeur, il s'agit d'une déception de poids. En effet, ils ne peuvent que constater leur manque de moyens pour s'opposer à une décision américaine et poursuivre une politique étrangère autonome. Par ailleurs, le coup porté au JCPOA va à l'encontre de leurs intérêts stratégiques, favorisant de longue date une option négociée à un affrontement avec l'Iran. Cette question vient donc ternir des relations transatlantiques déjà compliquées par plusieurs sujets de désaccord.

Certains alliés européens devraient être particulièrement opposés à l'administration américaine sur cette question. En premier lieu, certains pays, comme l'Allemagne, sont connus pour une forte pression populaire en faveur des solutions négociées et des difficultés politiques à faire état des menaces et mesures conflictuelles. D'autres ont un intérêt particulier à poursuivre des échanges commerciaux avec l'Iran. L'Italie et la Grèce, disposant de raffineries spécialisées pour le type de pétrole brut exporté par l'Iran, absorbent respectivement près de 33% et 12% des importations

iraniennes au sein de l'UE et seront donc probablement réticentes à abandonner leurs perspectives commerciales dans la région⁵⁰. A l'inverse, la Pologne a annoncé vouloir faire preuve d'« empathie » à l'égard des préoccupations américaines⁵¹.

L'avenir du JCPOA peut donc occasionner une ligne de fracture au sein de l'UE et au sein de l'OTAN, une situation toujours dommageable pour des alliances dont l'unité reste le principal signe politique de crédibilité. Il sera intéressant de noter dans quelle mesure ce désaccord jouera un rôle lors du prochain sommet de l'OTAN à Bruxelles.

Le retrait américain du JCPOA est pour l'instant dommageable pour le régime de non-prolifération. Mais en rendant possible la déstabilisation de la région, valorisant la possession d'armes nucléaires et risquant de provoquer une crise d'ampleur au sein de l'OTAN, son impact se fera peut-être ressentir sur la stabilité à l'échelle de la planète et sur les relations de dissuasion élargie en Europe et en Asie.

⁵⁰ « The Economics of the Nuclear Deal », [Mideast Policy Center](#), Berlin Ramer Institute, 12 avril 2018.

⁵¹ Justyna Pawlak, Pawel Sobczak, « Poland says EU needs more 'empathy' toward U.S. over Iran deal », [Reuters](#), 26 mai 2018.

QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES

I. Programme Dreadnought : progrès et interrogations

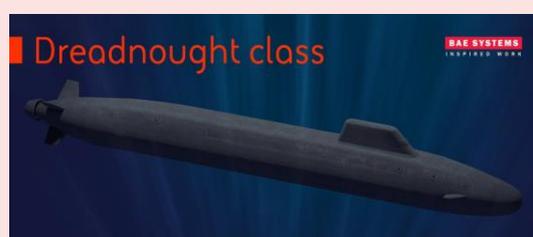
Par Emmanuelle Maitre

Le renouvellement de la composante océanique britannique, de par son ampleur, est considéré outre-Manche comme un projet majeur et comparé à d'autres investissements d'ampleur comme les Jeux Olympiques de Londres en 2012 ou le nouveau réseau ferroviaire Crossrail (pour autant respectivement trois et deux fois moins coûteux). A ce titre, il est étudié au Royaume-Uni sous un aspect financier bien sûr, mais également en termes de gestion de projet.

Le *National Audit Office* (NAO), un organe indépendant travaillant pour le Parlement britannique, avait rendu un rapport en 2008 qui listait une série de défis à résoudre pour que le ministère de la Défense (MoD) puisse mener à bien ce projet⁵². Dix ans plus tard, la même agence constate les importants progrès réalisés même si elle montre encore la fragilité du programme⁵³.

Au titre des développements positifs, le NAO remarque la réorganisation interne de la gouvernance du MoD. Depuis 2014, un effort de redéfinition des responsabilités a en effet été mené pour clarifier les rôles entre le client et le fournisseur, et pour avoir une figure unique à la tête du programme. Cela s'est traduit par la création de deux entités. La *Defence Nuclear Organisation* (DNO), dirigée par le *Director General Nuclear* Julian Kelly, est responsable de manière large de l'entreprise nucléaire britannique. Elle fixe la politique d'acquisition, confie les budgets et prend les décisions majeures. La *Submarine Delivery Agency* (SDA), agence indépendante depuis le 23 avril 2018, gère 51 programmes d'acquisition pour ses clients que sont la

Quelques faits sur le Dreadnought



- ✓ Plus grand sous-marin construit par la Royal Navy (152.9 m et tirant d'eau de 17 200 tonnes)
- ✓ SNLE adaptés pour un équipage mixte de 130 personnes
- ✓ Entrée en service à partir de 2030

DNO et la Navy. Elle est également en charge de la maintenance et de la mise hors service des bâtiments actuels et futurs. Bien qu'organiquement séparée, elle travaille pour cela en coopération avec le département classique d'acquisition du ministère de la Défense, le DE&S (*Defence Equipment and Support*), dont elle dépendait initialement. Elle compte actuellement 1 300 salariés.

Selon le rapport du NAO, cette réorganisation semble avoir été appréciée par les parties concernées qui constatent des rôles plus clairement identifiés et une plus grande transparence interne et avec les fournisseurs. Des progrès restent à réaliser pour recruter les personnalités compétentes au plus haut niveau et faire naître une culture d'organisation appropriée.

⁵² National Audit Office, *The United Kingdom's Future Nuclear Deterrent Capability*, [HC: 1115](#), 5 novembre 2008.

⁵³ National Audit Office, *The Defence Nuclear Enterprise: A landscape review*, [HC1003](#), 22 mai 2018.

Les efforts de structuration concernent aussi les acteurs privés. Le 1^{er} avril 2018, l'« Alliance Dreadnought » a été créée entre le MoD, Rolls-Royce et BAE Systems. Dans le cadre de ce regroupement, le ministère, via la SDA, est en charge des contrats bilatéraux et son directeur gère au quotidien l'alliance en fixant les coûts, les délais, en autorisant des dépenses et en s'assurant de la performance des différents partenaires. Un comité directeur regroupe des représentants des trois organisations et travaille sur le modèle de coût prévu, le calendrier et la répartition du travail. Un schéma incitatif, basé sur une variation de pourcentage de profits, permet de récompenser les coopérations réussies.

Si ces efforts ont été salués, il reste des éléments de vulnérabilité, qui, au vu du poids du programme dans les carnets de commande du MoD, pourraient selon le NAO avoir des effets déstabilisateurs énormes. Les risques systémiques sont notamment de deux ordres. Tout d'abord, il y a encore une interrogation sur la main d'œuvre disponible et la capacité à développer les compétences requises sur l'ensemble de la chaîne de production. A l'heure actuelle, sept spécialités font l'objet de manques de personnel expérimenté chroniques, dus notamment au caractère intermittent des programmes de la Défense et à la concurrence du secteur nucléaire civil, et ce malgré des initiatives très positives d'anticipation des besoins et de développement des compétences et de formations à différents niveaux. 337 postes cruciaux étaient notamment vacants en janvier 2018, et en particulier des ingénieurs nucléaires marins et des ingénieurs de l'armement. Cette situation a des conséquences dommageables sur l'organisation du service dans son ensemble. Selon les estimations du gouvernement, le secteur du nucléaire de Défense emploie aujourd'hui 88 000 personnes au Royaume-Uni, et devrait atteindre un pic en 2021 avec une masse salariale de 101 000 équivalents temps pleins. Il faudrait donc recruter 7 000 personnes chaque année dont un quart de scientifiques et d'ingénieurs hautement qualifiés. Cette gestion des ressources humaines sera un des éléments cruciaux à la réussite du projet.

⁵⁴ Claire Mills, « Replacing the UK's strategic nuclear deterrent: progress of the Dreadnought class », [Briefing Paper Number 8010](#), House of Commons, Library, 22 mai 2018.

Le second risque pointé est de nature financière. A l'heure actuelle, le gouvernement a confirmé que le programme respectait le budget alloué en 2015, à savoir 31 milliards de livres, une augmentation de 6 milliards par rapport à l'estimation de 2011. Un budget de réserve de 10 milliards de livres a également été sécurisé. La réalisation de la première phase a coûté environ 4,8 milliards de livres. En 2018-2019, le ministère devrait dépenser 5,2 milliards, soit 14% de son budget total⁵⁴. Le 28 mars 2018, le gouvernement a annoncé vouloir prélever 600 millions de livres dans le budget de réserve, afin d'améliorer la productivité de la chaîne de valeur en début de processus et ainsi réduire les coûts futurs⁵⁵.

Il convient de remarquer que les doutes du NAO sur la pérennité du modèle en cours, exprimés dans l'évaluation du plan d'équipement du MoD de janvier 2018, ne s'appuient pas sur sa gestion jusqu'à maintenant, qui ne pose pas de controverse, mais plutôt sur son expérience des projets majeurs et complexes précédents qui avaient résulté dans des dépassements de budget importants, et en particulier sur l'expérience du SNA *Astute*⁵⁶.

Enfin, quelques incertitudes ont été notées sur un modèle de développement qui, tout en dépendant d'un vaste réseau de sous-traitants, s'appuie en grande partie sur quatre entreprises majeures qui détiennent 97% de la valeur des contrats attribués. Ces entreprises ont attirés 96% des marchés non-ouverts à la concurrence et 83% des appels d'offres publiés.

Dans l'immédiat, le programme se poursuit pour autant selon le schéma envisagé. Le 14 mai 2018, le MoD a signé les contrats de la deuxième phase du programme, qui consiste à finaliser la conception et la construction du sous-marin de tête et commencer le second modèle. Ces contrats ont concerné BAE Systems (900 millions de livres sur un an) et Rolls-Royce (60 millions de livres pour la conception de la chaufferie nucléaire), et ont été redirigés vers plusieurs centaines de sous-traitants, pour l'essentiel basés au Royaume-Uni. 3 000 emplois directs seraient pour l'instant créés au sein de la base industrielle britannique. Pour autant, des questions ont été posées au

⁵⁵ Public Accounts Committee, « Oral evidence: defence equipment plan 2017-2027 », HC880, 14 March 2018, Q.81-83

⁵⁶ National Audit Service, Ministry of Defence: The Equipment Plan 2017 to 2027, [HC: 717](#), 31 janvier 2018.

Parlement du fait d'une sous-traitance accordée au groupe français Industeel pour la fabrication de la coque extérieure en acier. Les préoccupations de patriotisme économique britanniques n'ont pas pu être réconciliées avec l'expertise unique du groupe français sur ce type d'acier très spécialisé.

Enfin, trois autres éléments sont essentiels au renouvellement de la force sous-marine britannique et sont à différents niveaux d'avancement. Tout d'abord, le compartiment à missiles des *Dreadnought* est réalisé en coopération avec les États-Unis. General Dynamics

est le partenaire principal de ce projet mais BAE Systems est chargé d'adapter les compartiments aux caractéristiques techniques du *Dreadnought*. Babcock International est également en charge de la fabrication de tubes de missiles tactiques dans le cadre de ce projet. Deuxièmement, Londres participe à la modernisation des SLBM Trident D5, menée aux États-Unis, pour permettre aux missiles d'être en service jusqu'aux 2040. Enfin, le Royaume-Uni devra décider d'une éventuelle modernisation de ses têtes nucléaires, une décision qui devrait intervenir sous la législature actuelle à horizon 2019-2020.

I. **After Nuclear First Use, What?**

Vince A. Manzo and John K. Warden

Dans cette publication⁵⁷, les auteurs s'interrogent sur les conséquences d'une frappe nucléaire « de désescalade » par un adversaire tel que la Russie ou la Corée du Nord et des réponses américaines pour limiter le nombre de victimes sans céder au chantage nucléaire. Dans un tel scénario, les intérêts américains seraient de défendre les objectifs initiaux à l'origine du conflit, mais aussi d'éviter une nouvelle frappe nucléaire et de préserver le système d'alliance américain malgré l'incapacité à éviter une frappe nucléaire. Les États-Unis devraient également essayer de rétablir la norme de non-emploi pour les armes nucléaires et surtout d'obtenir la paix dans des conditions légitimes et durables.

La réponse américaine prendrait naturellement en compte le volume et la nature de l'arsenal nucléaire adverse, les objectifs de l'affrontement conventionnel en cours et les éventuelles menaces et lignes rouges exprimées lors de l'escalade du conflit. Les motivations de l'adversaire seraient également des variables clés, tout comme les raisons de son attaque, ses conséquences et les réactions internationales.

Dans un tel cas, Washington devrait avant tout décider s'il limite ses ambitions (par exemple en excluant un changement de régime), les préserve ou les étend (pour au contraire renverser un gouvernement en punition), et ensuite doser son intervention militaire. A titre illustratif, les auteurs proposent quatre études de cas.

- Cas n°1 : agression surprise nord-coréenne et invasion d'une île sud-coréenne, frappe nucléaire nord-coréenne au-dessus de la mer du Japon en démonstration

Deux cas de figures seraient possibles. Les États-Unis pourraient répéter leurs objectifs initiaux et convaincre Pyongyang de renoncer à toute nouvelle frappe nucléaire. Un changement de régime pourrait également être envisagé mais il faudrait pour cela avoir le soutien de Tokyo et de Séoul, la possibilité de se prémunir des représailles nord-coréennes et la conviction qu'il s'agirait de l'option la moins risquée. Dans ce contexte, des frappes de contre-force seraient nécessaires, conventionnelles ou nucléaires selon un calcul coût-avantage à faire.

- Cas n°2 : escalade de tensions en mer, débouchant sur des tirs d'artillerie mutuels, intervention alliée en Corée du Nord et frappe nucléaire nord-coréenne sur Busan

Ce cas de figure est moins tranché, car Pyongyang semble avoir franchi le cap nucléaire justement pour éviter un changement de régime et les objectifs stratégiques américains sont moins clairement définis. La priorité semble d'être de limiter les effets du conflit et de convaincre la communauté internationale de la légitimité de l'action américaine. La première option serait manifestement de procéder à une désescalade en renonçant publiquement à un changement de régime et en retirant certaines forces de leurs positions avan-

⁵⁷ Vince A. Manzo et John K. Warden, « After Nuclear First Use, What? », *Survival*, vol. 60, n°3, juin-juillet 2018.

cées. Mais une frappe nucléaire de représailles pourrait également aider à détruire certaines forces ennemies et pourrait recevoir le soutien de l'opinion publique américaine soucieuse de ne pas capituler à la pression nucléaire. Le choix serait difficile entre préserver sa crédibilité et éviter une escalade nucléaire incontrôlable.

- Cas n°3 : frappe nucléaire russe visant à terminer un conflit conventionnel croissant en Lituanie

Dans cette situation, la légitimité de l'OTAN à défendre le territoire lituanien serait claire, mais la maîtrise de l'escalade périlleuse. Si la frappe russe était motivée par des préoccupations défensives, les États-Unis auraient intérêt à privilégier une sortie de crise diplomatique assortie d'une démonstration de sa détermination à éviter tout nouveau recours au nucléaire. Au contraire, si son objectif était de préserver les gains territoriaux réalisés, il serait opportun de poursuivre les opérations militaires pour reconquérir le territoire lituanien envahi, voire de procéder également à une frappe nucléaire limitée pour marquer sa détermination, en évitant potentiellement le territoire russe pour limiter les risques d'escalade.

- Cas n°4 : frappes nucléaires russes sur des cibles militaires de l'OTAN en Pologne et

dans la zone balte au cours d'un conflit conventionnel plus avancé et à l'avantage de l'Alliance Atlantique

Ce scénario est beaucoup plus grave au sens où le conflit est déjà entré dans une phase avancée et où la frappe a des conséquences importantes, aux niveaux humain et militaire. D'un côté, cela pourrait rendre plus probable une riposte américaine nucléaire à des fins de punition, de rétablissement de la dissuasion pour l'avenir mais aussi dans une optique militaire. De l'autre, les craintes de Moscou pour la survie de son régime paraîtraient crédibles et encourageraient à une posture de retenue. Une posture intermédiaire pourrait consister à procéder à une frappe nucléaire punitive sur un site de valeur russe éloigné du champ de bataille tout en renforçant les efforts diplomatiques pour mettre fin au conflit.

Pour les auteurs, la réflexion autour de ces scénarios montre la difficulté de prendre une décision suite à une frappe nucléaire et l'impact de différentes variables politiques et militaires sur l'option retenue *in fine*. Des simulations leur semblent nécessaires pour préparer au mieux ce type de situation et anticiper les options militaires possibles pour optimiser les chances de succès et limiter les risques d'escalade. Ils concluent sur l'importance de conserver des forces de dissuasion, utiles pour répondre à ce type d'agressions, que le choix de riposte soit nucléaire ou non.

2. **The Growing Dangers of the New Nuclear-Arms Race**

Eric Schlosser, *The New Yorker*, 24 mai 2018

Auteur de *Command and Control: Nuclear Weapons, the Damascus Accident, and the Illusion of Safety*, Eric Schlosser estime dans cet article⁵⁸ que loin de l'attention du public, les neuf puissances nucléaires se livrent à une nouvelle course aux armements. Il rappelle les évolutions de la stratégie nucléaire depuis la fin de la Guerre froide, insistant notamment sur le rôle et les limites des armes « tactiques » pendant la Guerre froide et les débats internes sur la composition appropriée des forces. Il fait un point sur la composition actuelle des arsenaux mondiaux, mais aussi sur les stratégies d'emploi, dont il note l'évolution sur la question des armes tactiques mais également la persistance avec par exemple la modernisation des B-61 et une plus grande dépendance aux armes de faible puissance dans la NPR de l'administration Trump. Il rappelle les

réserves vis-à-vis de ce type d'armes. Evoquant une interview avec Setsuko Thurlow, il décrit les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki et la montée en puissance du mouvement anti-nucléaire à partir des années 1950. Evoquant les arguments de Global Zero en particulier, l'auteur estime que le risque de conflit nucléaire est plus élevé aujourd'hui qu'au cœur de la Guerre froide, et s'interroge sur les considérations anthropologiques qui sont au cœur de la dissuasion, à savoir le choix de se suicider et se venger plutôt que de se rendre. Il mentionne le mouvement actuel en faveur du désarmement et encourage ses lecteurs à davantage œuvrer pour réduire la menace collective que font planer les milliers d'armes en service et en développement.

⁵⁸ Eric Schlosser, « The Growing Dangers of the New Nuclear-Arms Race », [The New Yorker](#), 24 mai 2018.

CALENDRIER

- **11 juillet 2018** : Présentation, ouverte à la presse, et vote sur le rapport de la mission d'information sur le traité de non-prolifération nucléaire (M. Michel Fanget et M. Jean-Paul Lecoq, co-rapporteurs), Assemblée Nationale